



CHAPITRE 57

Loi modifiant la Loi des agents de voyages

[Sanctionnée le 22 décembre 1977]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Article premier

L'article 1 de la Loi des agents de voyages (1974, chapitre 53) est modifié par l'addition du paragraphe suivant: 1974, c. 53, a. 1, mod.

«e) «dirigeant»: le président du conseil d'administration, le président, le vice-président, le secrétaire, le trésorier, l'administrateur délégué et le directeur général d'une association, société ou corporation.» «dirigeant».

Art. 2

L'article 2 de ladite loi est remplacé par le suivant:

1974, c. 53, a. 2, remp.

«2. Une personne, association ou société agit comme agent de voyages lorsqu'elle exerce une activité à l'occasion de laquelle elle accomplit, offre ou tente d'accomplir pour le compte d'autrui l'une des opérations ci-après énumérées: Fonctions d'un agent de voyage.

a) réservation de moyens d'hébergement et délivrance de titres d'hébergement, sauf par un hôtelier, et, sauf par un transporteur, location de places dans les moyens de transport ou délivrance de titres de transport;

b) organisation de voyages individuels ou en groupe soit à forfait, soit à la commission, ou vente et fourniture de titres correspondants.

Toute association, société ou corporation qui accomplit, offre ou tente d'accomplir pour le compte de ses membres, l'une des opérations mentionnées aux paragraphes a et b est également un agent de voyages pour les fins de la présente loi.» Association, etc., réputée agent de voyages.

Art. 3

1974, c. 53,
a. 3, mod. L'article 3 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Exception. «La présente loi ne s'applique pas non plus aux opérations énumérées à l'article 2:

a) lorsque ces opérations se rapportent à des voyages qui s'effectuent de façon occasionnelle et exclusivement au Québec et dont la durée n'excède pas soixante-douze heures; ou

b) lorsqu'une personne, association ou société exerçant ces opérations ne perçoit aucune forme de rétribution dans le but d'accomplir ces opérations et qu'aucune dépense, participation ou contribution n'est effectuée, pour l'accomplissement de ces opérations, par celui qui en bénéficie.»

Art. 4

1974, c. 53,
a. 4, remp. L'article 4 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Permis
obligatoire. «4. Nul ne peut exercer les fonctions d'agent de voyages, prendre le titre d'agent de voyages ni donner lieu de croire qu'il est agent de voyages s'il ne détient un permis en vigueur à cette fin, ou, dans le cas d'une association, société ou corporation, si un permis n'est détenu pour son bénéfice par une personne physique.»

Art. 5

1974, c. 53,
a. 6, remp. L'article 6 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Délivrance
du permis. «6. Tout permis est délivré au nom d'une personne physique, pour son compte ou pour le bénéfice d'une association, société ou corporation.

Qualités
requis. Cette personne doit être majeure et résider au Québec, et, le cas échéant, l'association, société ou corporation pour le bénéfice de laquelle elle demande le permis doit avoir une place d'affaires au Québec.»

Art. 6

1974, c. 53,
a. 7, remp. L'article 7 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Limitation. «7. Une même personne ne peut détenir plus d'un permis d'une même catégorie.

Si un agent de voyages exploite plus d'un établissement, un duplicata du permis délivré pour son compte ou bénéfice doit être obtenu pour chaque établissement.» Duplicata du permis.

Art. 7

L'article 8 de ladite loi est remplacé par le suivant:

1974, c. 53,
a. 8,
remp.

«**8.** Toute personne qui sollicite un permis pour le compte d'une association, société ou corporation doit être autorisée par écrit, faire la preuve de son mandat et avoir comme principale activité celle d'exercer des fonctions de gérance au sein de l'association, société ou corporation pour le bénéfice de laquelle elle demande le permis.» Conditions requises pour demande de permis.

Art. 8

L'article 10 de ladite loi est remplacé par le suivant:

1974, c. 53,
a. 10, remp.

«**10.** Aucun permis ne peut être accordé:

Permis refusé.

a) lorsque le requérant ou l'association, la société ou la corporation pour le bénéfice de laquelle il sollicite le permis est le prête-nom d'une autre personne, association, société ou corporation;

b) lorsque le requérant ou, le cas échéant, l'association, la société ou la corporation pour le bénéfice de laquelle il sollicite le permis, a exercé l'une des opérations énumérées à l'article 2 et a fait faillite au cours des cinq années précédentes, ou a été condamné pour escroquerie, pour faux ou pour opération frauduleuse en matière de contrat ou de commerce;

c) lorsque le requérant a été dirigeant, administrateur ou associé d'une association, société ou corporation qui a exercé l'une des activités énumérées à l'article 2 et qui a fait faillite au cours des cinq années précédentes, ou qui a été condamnée pour escroquerie, pour faux ou pour opération frauduleuse en matière de contrat ou de commerce;

d) lorsqu'un dirigeant, administrateur ou associé d'une association, société ou corporation pour le bénéfice de laquelle le permis est demandé a été dirigeant, administrateur ou associé d'une association, société ou corporation qui a exercé l'une des activités énumérées à l'article 2 et qui a fait faillite au cours des cinq années précédentes, ou qui a été condamnée pour escroquerie, pour faux ou pour opération frauduleuse en matière de contrat ou de commerce;

e) lorsqu'un dirigeant, administrateur ou associé d'une association, société ou corporation pour le bénéfice de laquelle le permis est demandé a exercé l'une des activités énumérées à l'article 2 et a fait faillite au cours des cinq années précédentes, ou a été condamné pour escroquerie, pour faux ou pour opération frauduleuse en matière de contrat ou de commerce.»

Art. 9

1974, c. 53,
a. 11, remp.

L'article 11 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Délivrance
du permis.

«**11.** Le ministre délivre le permis si le requérant et, le cas échéant, l'association, la société ou la corporation pour le bénéfice de laquelle il sollicite le permis, remplissent les conditions prescrites par la présente loi et par les règlements.

Propriété
du permis.

Le ministre demeure propriétaire du permis ainsi délivré et peut en reprendre possession lorsque celui-ci est suspendu, annulé ou non renouvelé.

Enquête.

Le ministre peut, à l'égard d'une demande, faire faire toute enquête qu'il estime nécessaire.»

Art. 10

1974, c. 53,
a. 12, remp.

L'article 12 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Causes de
suspension,
etc.

«**12.** Le ministre peut suspendre, annuler, refuser d'émettre ou de renouveler le permis de tout détenteur qui:

a) a commis une infraction à la présente loi ou aux règlements; ou

b) ne remplit plus les conditions requises pour obtenir un permis.»

Art. 11

1974, c. 53,
a. 13a, aj.

Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 13, du suivant:

Permis nul.

«**13a.** Le permis d'un agent de voyage devient nul de plein droit dès qu'il fait faillite ou, le cas échéant, dès:

a) que sa charte est abrogée, annulée ou vient à expiration;

b) que ses pouvoirs en tant que corporation sont révoqués;

c) qu'il adopte une résolution décrétant sa propre mise en liquidation;

d) qu'une ordonnance de liquidation est rendue contre lui par tout tribunal compétent.»

Art. 12

L'article 15 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans 1974, c. 53, les quatrième et neuvième lignes du texte français, du mot «fidéi- a. 15, mod. commis» par le mot «fiducie».

Art. 13

L'article 16 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Id., a. 16, remp.

«**16.** Les frais d'administration et les honoraires du fiduciaire incombent à l'agent de voyages et deviennent payables dès leur approbation par le ministre. À défaut de paiement par l'agent de voyages, qui doit être préalablement discuté dans ses biens, ils sont payables à même les cautionnements visés au paragraphe c du premier alinéa de l'article 36 et de la même manière qui y est prévue.»

Frais et honoraires du fiduciaire.

Art. 14

L'article 31 de ladite loi est modifié par la suppression, dans la troisième ligne, du mot «commercial». 1974, c. 53, a. 31, mod.

Art. 15

Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 34, du suivant: Id., a. 34a, aj.

«**34a.** Le ministre peut employer temporairement toute personne nécessaire pour faire enquête quant à l'application de la présente loi.»

Personnel temporaire.

Art. 16

L'article 35 de ladite loi est remplacé par le suivant:

1974, c. 53, a. 35, remp.

«**35.** Tout inspecteur ou toute personne qui fait enquête à la demande du ministre peut, dans l'exercice de ses fonctions:

Enquête.

a) exiger d'un agent de voyages ou de toute personne donnant lieu de croire qu'elle est agent de voyages tout renseignement relatif à l'application de la présente loi;

b) pénétrer à toute heure raisonnable dans l'établissement d'un agent de voyages ou de toute personne donnant lieu de croire qu'elle est agent de voyages, faire l'examen de tout document, livre, registre ou compte et en prendre note ou copie.

Communi-
cation des
livres, etc.

Une personne qui a la garde, la possession ou le contrôle de tout document, livre, registre ou compte visé au paragraphe *b* du premier alinéa doit en donner communication à l'inspecteur ou à l'enquêteur, s'il en fait la demande, et lui en faciliter l'examen.

Certificat.

L'inspecteur ou l'enquêteur doit, s'il en est requis, exhiber un certificat signé par le ministre, attestant sa qualité.»

Art. 17

1974, c. 53,
a. 36, mod.

L'article 36 de ladite loi est modifié:

a) par le remplacement du paragraphe *b* du premier alinéa par le suivant:

«*b*) pour déterminer les modalités de la délivrance, du renouvellement, de la suspension ou de l'annulation d'un permis, les cas où un permis peut être transféré ainsi que les modalités selon lesquelles doit s'effectuer un tel transfert, les qualités requises d'une personne qui sollicite un permis ou pour le bénéfice de laquelle un permis est sollicité ainsi que les conditions qu'elle doit remplir et les droits qu'elle doit payer;»;

b) par le remplacement du paragraphe *c* du premier alinéa par le suivant:

«*c*) pour exiger un cautionnement individuel des agents de voyages ou des catégories d'agents de voyages qu'il indique ainsi qu'un cautionnement collectif de l'ensemble des agents de voyages ou des catégories d'agents de voyages qu'il indique, en prescrire le montant et la forme, en déterminer les modalités de perception et de versement, d'administration et d'utilisation, et prévoir notamment que tout client d'un agent de voyages qui a subi un préjudice suite à l'inexécution d'un mandat confié à cet agent de voyages peut être indemnisé directement à même le cautionnement individuel ou, en cas d'insuffisance de ce cautionnement, à même le cautionnement collectif;»;

c) par le remplacement du paragraphe *d* du premier alinéa par le suivant:

«*d*) pour dispenser tout agent de voyages qu'il indique de l'obligation prévue à l'article 33, pourvu qu'il dépose un cautionnement que détermine le règlement;»;

d) par l'insertion à la fin du paragraphe *e* du premier alinéa, après le mot «permis», des mots «ou par un tiers pour le compte de ce détenteur»;

e) par l'insertion dans la première ligne du paragraphe *h* du premier alinéa, après le mot «les», du mot «documents,»;

f) par le remplacement du paragraphe *i* du premier alinéa par le suivant:

«i) pour prescrire des normes relatives à la protection des clients d'un agent de voyages;».

Art. 18

L'article 38 de ladite loi est modifié:

1974, c. 53,
a. 38, mod.

a) par l'insertion dans la troisième ligne du texte français, après le mot «tout», du mot «dirigeant,»;

b) par l'insertion dans la troisième ligne du texte anglais, après le mot «officer», du mot «, functionary».

Art. 19

L'article 39 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Id., a. 39,
rempl.

«**39.** Toute personne trouvée coupable d'une infraction aux articles 4 ou 33 est passible, sur poursuite sommaire, en outre des frais, d'une amende d'au moins \$1,000 pour chaque jour ou partie de jour que dure l'infraction et d'une amende d'au moins \$1,000 et d'au plus \$5,000 pour chaque récidive dans les deux ans.»

Infraction
par une cor-
poration.

Art. 20

La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur à toute date ultérieure qui pourra être fixée par proclamation du gouvernement.

Entrée en
vigueur
(22 déc.
1977, G.O.,
1978,
p. 1463).



CHAPTER 57

An Act to amend the Travel Agents Act

[Assented to 22 December 1977]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Assemblée nationale du Québec, enacts as follows:

1. Section 1 of the Travel Agents Act (1974, chapter 53) is amended by adding the following paragraph: 1974, c. 53, s. 1, am.

“(e) “officer”: the chairman of the board of directors, the president, the vice-president, the secretary, the treasurer, the managing director and the general manager of an association, partnership or corporation.” “officer”.

2. Section 2 of the said act is replaced by the following: 1974, c. 53, s. 2, replaced.

“**2.** A person, association or partnership acts as a travel agent by carrying on an activity which involves the performance of or the offer or attempt to perform on account of a third party any operation in the following list: Acts as travel agent.

(a) the reservation of lodging accommodations and the issue of lodging vouchers, except by a hotel-keeper, and, except by a carrier, the booking of passage on any means of transport or the issue of passenger tickets;

(b) the organization of individual or group travel by contract or for a commission, or the sale and provision of tickets and vouchers for such travel.

Every association, partnership or corporation which performs or offers or attempts to perform on account of its members, one of the operations mentioned in subparagraphs *a* and *b* of the first paragraph shall also be a travel agent for the purposes of this act.” Association, etc., is travel agent.

3. Section 3 of the said act is amended by adding, at the end, the following paragraph: 1974, c. 53, s. 3, am.

Exemptions.

"Nor does this act apply to the operations listed in section 2,

(a) where such operations relate to travels made occasionally and exclusively in Québec for a duration not exceeding seventy-two hours; or

(b) where a person, association or partnership performing such operations receives no form of remuneration for performing such operations and no expenditure, participation or contribution is made for the performance of such operations by the person who benefits by them."

1974, c. 53,
s. 4,
replaced.

4. Section 4 of the said act is replaced by the following:

Licence
obligatory.

"**4.** No person shall exercise the functions of travel agent, assume the title of travel agent or represent that he is a travel agent unless he holds a licence in force for such purpose or, in the case of an association, partnership or corporation, unless a natural person holds a licence on its behalf."

1974, c. 53,
s. 6,
replaced.

5. Section 6 of the said act is replaced by the following:

Issued to
natural
person.

"**6.** Every licence shall be issued in the name of a natural person, on his account or on behalf of an association, partnership or corporation.

Qualifications.

Such person must be of full age and reside in the province of Québec, and, where such is the case, the association, partnership or corporation on whose behalf he applies for the licence must have a place of business in the province of Québec."

1974, c. 53,
s. 7,
replaced.

6. Section 7 of the said act is replaced by the following section:

Only one
licence.

"**7.** The same person shall not hold more than one licence of the same class.

Duplicate.

If a travel agent operates more than one establishment, a duplicate of the licence issued on account or on behalf of that agent must be obtained for each establishment."

1974, c. 53,
s. 8,
replaced.

7. Section 8 of the said act is replaced by the following:

Authoriza-
tion of
applicant.

"**8.** Every person applying for a licence on account of an association, partnership or corporation must be authorized in writing, show proof of his mandate and have, as principal activity, the exercise of duties of management within the association, partnership or corporation on whose behalf he applies for the licence."

1974, c. 53,
s. 19,
replaced.

8. Section 10 of the said act is replaced by the following:

"10. No licence shall be granted

Refusal of
licence.

(a) if the applicant, or the association, partnership or corporation on whose behalf he applies for the licence is a *prête-nom* for another person, association, partnership or corporation;

(b) if the applicant or, as the case may be, the association, partnership or corporation on whose behalf he applies for the licence, has carried on one of the operations listed in section 2 and has become bankrupt in the course of the five preceding years, or has been found guilty of fraud, forgery or fraudulent operations in any contractual or commercial matter;

(c) if the applicant has been an officer, director or partner of an association, partnership or corporation which has carried on one of the activities listed in section 2 and which has become bankrupt in the course of the five preceding years, or which has been found guilty of fraud, forgery or fraudulent operations in any contractual or commercial matter;

(d) if an officer, director or partner of an association, partnership or corporation on whose behalf the licence is applied for has been an officer, director or partner of an association, partnership or corporation which has carried on one of the activities listed in section 2 and which has become bankrupt in the course of the five preceding years, or which has been found guilty of fraud, forgery or fraudulent operations in any contractual or commercial matter;

(e) if an officer, director or partner of an association, partnership or corporation on whose behalf the licence is applied for has carried on one of the activities listed in section 2 and has become bankrupt in the course of the five preceding years, or has been found guilty of fraud, forgery or fraudulent operations in any contractual or commercial matter."

9. Section 11 of the said act is replaced by the following:

1974, c. 53,
s. 11,
replaced.

"11. The Minister shall issue the licence if the applicant and, where such is the case, the association, partnership or corporation on whose behalf he is applying for a licence, fulfils the conditions prescribed by this act and the regulations.

Issue upon
conditions.

The Minister remains the owner of the licence so issued and may resume possession thereof upon its suspension, cancellation or non-renewal.

Minister
owns the
licence.

The Minister may, in respect of any application, have any inquiry made that he believes necessary."

1974, c. 53,
s. 12,
replaced.

10. Section 12 of the said act is replaced by the following:

Suspension, cancellation, refusal.

"12. The Minister may suspend, cancel or refuse to issue or to renew the licence of any licensee who

(a) is guilty of an offence against this act or the regulations, or

(b) no longer fulfils the conditions required for obtaining a licence."

1974, c. 53, s. 13a, added.

11. The said act is amended by inserting after section 13, the following section:

Nullity.

"13a. The licence of a travel agent becomes null of right from such time as the agent becomes bankrupt or, as the case may be,

(a) its charter is repealed or cancelled or it expires;

(b) its powers as a corporation are revoked;

(c) it adopts a resolution directing its own winding-up;

(d) a winding-up order is rendered against it by any competent court."

1974, c. 53, s. 15, am.

12. Section 15 of the said act is amended by replacing the word "fidéicomis" in the fourth and ninth lines of the French version by the word "fiducie".

Id., s. 16, replaced.

13. Section 16 of the said act is replaced by the following:

Expenses of trustee.

"16. The administrative expenses and the fees of the trustee fall upon the travel agent and become payable on being approved by the Minister. Failing payment by the travel agent, and after discussion of his property, they shall be paid out of the security contemplated in subparagraph *c* of the first paragraph of section 36, in the manner provided there."

1974, c. 53, s. 31, am.

14. Section 31 of the said act is amended by striking out the word "business" in the third line.

Id., s. 34a, added.

15. The said act is amended by inserting after section 34, the following:

Inquiry.

"34a. The Minister may temporarily employ any person necessary to make an inquiry into the application of this act."

1974, c. 53, s. 35, am.

16. Section 35 of the said act is replaced by the following:

Powers.

"35. Every inspector and every person making an inquiry at the request of the Minister may, in the discharge of his duties,

(a) require of a travel agent or any person representing that he is a travel agent any information respecting the application of this act;

(b) enter at any reasonable time the establishment of a travel agent or of any person representing that he is a travel agent, examine any document, book, register or account and take notes or make copy of it.

A person having the custody, possession or control of any document, book, register or account contemplated in subparagraph *b* of the first paragraph must give communication of it to the inspector or investigator, if he so requests, and facilitate his examination of it.

Communi-
cation of
books.

The inspector or investigator shall, if so requested, exhibit a certificate signed by the Minister, attesting his authority."

Proof of
office.

17. Section 36 of the said act is amended:

1974, c. 53,
s. 36, am.

(a) by replacing subparagraph *b* of the first paragraph by the following:

"(b) to prescribe the terms and conditions of issue, renewal, suspension or cancellation of a licence, the cases where a licence may be transferred and the terms and conditions on which such transfer shall be made, and the qualifications required of a person applying for a licence or on whose behalf a licence is applied for, as well as the conditions to be met and the duties to be paid by that person;"

(b) by replacing subparagraph *c* of the first paragraph by the following:

"(c) to require individual security of travel agents or of such classes of them as he may indicate and collective security of travel agents as a whole or of such classes of them as he may indicate, to prescribe the amount and the form and fix the terms and conditions of collection, payment, administration and use of that security, and to provide in particular that any client of a travel agent who has suffered a prejudice as a result of the non-performance of a mandate entrusted to such travel agent may be indemnified directly out of the individual security or, if such security is insufficient, out of the collective security;"

(c) by replacing subparagraph *d* of the first paragraph by the following:

"(d) to exempt any travel agent indicated by him from the obligation imposed in section 33, provided he deposits the security determined by regulation;"

(d) by adding at the end of subparagraph *e* of the first paragraph the words "or by a third party on account of such licensee";

(e) by replacing the words "the books, registers and accounts travel agents, or the categories" in the first two lines of subparagraph *h* of the first paragraph by the words "the documents, books, registers and accounts travel agents or the classes";

(f) by replacing subparagraph *i* of the first paragraph by the following:

“(i) to prescribe standards respecting the protection of the customers of a travel agent;”.

1974, c. 53,
s. 38, am.

18. Section 38 of the said act is amended:

(a) by inserting after the word “tout” in the third line of the French text, the word “dirigeant,”;

(b) by inserting after the word “officer” in the third line of the English text, the word “, functionary”.

Id., s. 39,
replaced.

19. Section 39 of the said act is replaced by the following:

Penalty.

“39. Every person found guilty of an offence against section 4 or 33 is liable, on summary proceedings, in addition to the costs, to a fine of not less than \$1,000 for each day or part of a day during which the offence continues and to a fine not less than \$1,000 nor more than \$5,000 for each subsequent offence within two years.”

Coming
into force
(22 Dec.
1977, G.O.,
1978,
p. 1463).

20. This act shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Government, with the exception of the provisions excluded by such proclamation, which shall come into force on any later date that may be fixed by proclamation of the Government.